

**Convention collective**

IDCC : 9202. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(HAUTE-CORSE)  
(10 novembre 1988)**

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1989,  
*Journal officiel* du 29 novembre 1989)

---

**AVENANT N° 16 DU 20 AVRIL 2006 (1)**

NOR : *AGRS0697060M*

IDCC : 9202

Entre :

La FDSEA ;

Le syndicat des pépiniéristes ;

Via Campagnola ;

Le syndicat des pruniculteurs,

D'une part, et

L'union départementale CFE-CGC ;

La fédération Force ouvrière ;

Le STC ;

L'union départementale CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations soussignées, après avoir procédé à l'examen de l'article 47 de la convention collective, décident de sa révision ainsi qu'il est précisé dans le présent avenant.

L'article 47 est modifié comme suit :

**Article 47**

*Licenciement du salarié. – Procédure*

« L'employeur qui entend mettre fin à un contrat de travail à durée indéterminée doit notifier sa décision de licenciement par lettre recommandée avec accusé de réception.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Tout licenciement sera obligatoirement précédé d'un entretien préalable au cours duquel l'employeur sera tenu d'indiquer le ou les motifs de la décision envisagée et de recueillir les explications du salarié.

Le salarié devra être convoqué à cet entretien par une lettre recommandée lui indiquant l'objet, la date, l'heure et le lieu et lui précisant qu'il pourra se faire assister d'une personne de son choix appartenant au personnel de l'exploitation ou, en l'absence de représentant du personnel, par un conseiller désigné à cet effet par arrêté préfectoral.

Si la décision de licenciement est maintenue, l'employeur ne pourra la notifier par lettre recommandée avec accusé de réception qu'à l'issue de 2 jours francs après l'entretien ci-dessus.

La date de présentation de la lettre recommandée marque le point de départ du préavis.

Cette lettre doit obligatoirement énoncer les motifs du licenciement. »

Le présent avenant a été déposé par la fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de Haute-Corse auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de ce même département.

L'organisation ci-dessus nommée remettra également un exemplaire du présent accord au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Bastia.

Il est rappelé qu'en application des articles L. 132-9 et L. 132-10 du code du travail, toute adhésion à la convention collective sera notifiée aux signataires et fera l'objet du dépôt légal prévu par les textes à la diligence du ou de ses auteurs.

Il peut être donné communication et délivré copie des textes déposés.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Toute organisation non signataire du présent accord pourra y adhérer ultérieurement par simple déclaration auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Haute-Corse et après en avoir avisé chaque organisation signataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Bastia, le 20 avril 2006.

(Suivent les signatures.)